

1er mai

Élections

Rendez-vous

Social et sanitaire ?

Le point sur la situation

Le voyage d'Alceste

P.3

P.5

P.7



Discours (extraits de la conférence nationale du 11 avril 2021)

Notre projet pour la France s'inscrit dans cette histoire dont nous sommes fiers.

Et nous voulons le défendre et le faire gagner lors des prochaines échéances présidentielle et législatives.

C'est pourquoi je souhaite que nous puissions proposer aux Françaises et aux Français un programme nourri d'espoir et d'engagements.

Nous porterons ce programme, si vous le décidez, lors de l'élection présidentielle. Je suis prêt à mener ce combat, avec vous et avec tous les citoyens qui le partageront, jusqu'au bout, jusqu'à son terme.

Je le ferai en poursuivant nos échanges et nos rencontres avec les autres forces de gauche et écologiste.

Et toutes les forces de gauche ont un incroyable défi à relever : celui de reconquérir les cœurs et les têtes d'une majorité de françaises et de français autour d'un projet qui sorte notre pays du capitalisme, de l'exploitation des hommes, des femmes comme des ressources naturelles, qui bâtisse le programme des Jours Heureux du 21ème siècle !

Voilà ce que je leur propose : réunissons-nous, travaillons ensemble pour reprendre le pouvoir à la finance, pour reprendre la main sur nos choix économiques, pour redonner

le pouvoir aux français, au monde du travail, dans toutes les entreprises. Voilà le pacte d'espoir, le pacte d'engagement que je propose à la France, à la gauche, au monde du travail !

Travaillons à reconquérir les cœurs et les têtes de toutes celles et ceux qui se réfugient dans l'abstention, qui n'y croient plus. Elle est là la force dont nous avons besoin pour empêcher l'extrême droite de prendre le pouvoir, pour empêcher la finance de le garder.

[...]

Il faut donc préparer ce grand débat dans cet état d'esprit : celui du rassemblement le plus large. Oui nous voulons convaincre des abstentionnistes, déçus par la gauche, aujourd'hui convaincus que la politique ne peut pas changer leur vie, de revenir aux urnes.

Nous voulons convaincre des hommes et des femmes en colère de ne pas voter pour celle qui crie le plus fort mais pour celui qui lui tend la main pour devenir un acteur du changement.

Nous pouvons convaincre des hommes et des femmes qui n'ont jamais voté pour nous et qui aujourd'hui ont pris conscience que les logiques de profit ont tué notre indus-

trie, parfois leur emploi et leur territoire.

Soyons audacieux, autant dans les idées et les propositions que dans la pratique que nous mettrons en œuvre.

Nous avons une force que d'autres n'ont pas avec vous, avec ces 50 000 hommes et femmes militantes et élus de terrain, implantés dans les entreprises, dans la vie associative, combattifs dans les communes, les départements les régions, comme au Parlement.

Nous devons créer partout des comités de soutien, les faire vivre, les ouvrir sur la société. Nous avons tous ces lieux où nous nous réunissons qui peuvent devenir demain autant de lieux d'accueil, de rassemblement et de rencontres autour du programme.

Nous sommes tous présents sur les réseaux sociaux qui pourront être mis au service de cette belle campagne, pour faire vivre nos idées, rassembler, convaincre.

Oui, nous pouvons construire cet espoir tous ensemble, avec le plus possible de nos concitoyens. C'est ce message que j'ai largement entendu dans notre conférence et je le partage !

Ayons cette ambition pour notre pays, pour la France, pour la République !

Fabien ROUSSEL

Haïti sombre dans la dictature

Le peuple haïtien se mobilise depuis désormais trois mois contre l'installation d'une dictature avec la complicité de l'administration états-unienne.

Alors que son mandat s'achevait fin janvier, le président Jovenel Moïse s'accroche au pouvoir contre toute forme de légalité. Afin de protéger son pouvoir, celui qui n'a eu de cesse de renforcer l'autoritarisme depuis le début de son mandat a prévu un référendum en juin afin de promulguer une constitution sur mesure.

Le silence de la France et des Nations unies est accablant. Le conseil

de sécurité de l'ONU s'est même rendu complice des manœuvres en cours en soutenant l'idée d'une présidentielle prévue en septembre.

Haïti, pays le plus pauvre des Caraïbes, est en proie à une violence politique et criminelle sans précédent. Des gangs enlèvent les habitants dans un but de rançon et le pouvoir est incapable d'endiguer ce phénomène. Pire, il y participe en enfermant des centaines d'opposants politiques. Privé de parlement, ayant changé de Premier ministre, Jovenel Moïse apparaît bien isolé face à une rue de plus en plus déterminée.



Irlande



Pendant une dizaine de jours, l'Irlande du Nord a été secouée par des émeutes dans plusieurs villes, dont Belfast. Menées très souvent par des adolescents munis de barres de fer, lançant des briques ou des cocktails Molotov sur les forces de l'ordre, ces manifestations de violence n'étaient pas sans faire écho avec les trois décennies sanglantes (de 1969 à 1998) qui ont marqué l'histoire.

Une nouvelle fois se font face des républicains, principalement des catholiques partisans de la réunification avec l'Irlande et des unionistes, plutôt protestants, défenseurs de l'appartenance au Royaume-Uni.

En 1998, un accord de paix avait été signé entre les deux parties, qui avait permis d'estomper la frontière existante entre l'Irlande du Nord, partie du Royaume-Uni et la République d'Irlande. Le Brexit, en sortant le Royaume-Uni de l'Union européenne mais avec une Irlande toujours à l'intérieur a rebattu les cartes. Afin de ne pas remettre en question l'accord de 1998 sur lequel reposait une paix fragile, les contrôles douaniers ont été décidés, non pas entre la République irlandaise et l'Irlande du Nord, mais au niveau de la façade maritime, dans les ports, le «protocole nord-irlandais».

Cette situation nouvelle, donnant implicitement des gages à ceux qui œuvrent pour une Irlande réunifiée, a créé un sentiment d'abandon de la part de Londres pour les loyalistes fidèles au Royaume-Uni et a radicalisé les positions des ultras.

L'an prochain auront lieu des élections à l'Assemblée nord-irlandaise, qui, pour la première fois depuis 1922, pourraient être remportées par une majorité favorable à la réunification de l'Irlande. Ceci pourrait entraîner une exacerbation des positions.



Génocide rwandais

Que dit le rapport Duclert ?

La commission Duclert, mise en place en 2019 pour faire la lumière sur l'attitude de la France lors du génocide des Tutsi en 1994 a remis son rapport le 26 mars dernier. Basé sur près de 8000 documents, épais de 1200 pages, ce rapport conclut à des «responsabilités lourdes et accablantes» de la France avant, pendant et après la période du génocide en tant que telle - du 7 avril au 17 juillet 1994 -, sans toutefois considérer qu'elle en aurait été complice. Certes, les autorités françaises n'ont pas exprimé d'«intention génocidaire», mais le soutien sans faille apporté au régime qui a perpétré ce crime de masse - livraisons d'armes, formations militaires dispensées à des génocidaires, soutien diplomatique, financier... doit être souligné avec force. Dès 1990, un ennemi «ougando-tutsi» est désigné aux forces militaires françaises, en vue de soutenir le régime de Juvénal Habyarimana. Cette construction permet une ingérence sans laquelle le meurtre de 800 000 tutsi, ainsi que des hutu modérés n'aurait pu se faire.

Ce rapport est particulièrement intéressant dans sa mise en cause claire du président François Mitterrand et de son entourage, de la description de chaînes de communications et de commandements parallèles qui ont permis de contourner toutes les procédures légales en vigueur. Ainsi, sous les combles de l'Élysée, opérait l'EMP - État Major Particulier, dont la particularité résidait dans le fait de construire des preuves d'une agression du Rwanda venant de l'extérieur, de passer outre les rouages de la démocratie pour pousser les soldats français à contrer le FPR tutsi, seul face aux génocidaires, extrémistes hutu. Quand les ordres venant de cette

officine présidentielle ne pouvaient être oraux, les traces de ce sombre travail devaient être détruites.

Plusieurs années avant l'attentat du 6 avril où vont trouver la mort Juvénal Habyarimana, président du Rwanda et Cyprien Ntaryamira, président du Burundi, des alertes nombreuses sont lancées. Fin 1990, le général Jean Varret rencontre le colonel Rwagafilita qui réclamait des mitrailleuses et des mortiers : «On va liquider tous les Tutsi sur le territoire rwandais. Ils ne sont pas nombreux, ça ira vite.» (Le Monde, 29/03/21). Remontées au plus haut niveau, ces informations resteront lettre morte, les «lanceurs d'alerte» écartés.

Les années qui ont suivi ont été consacrées à maquiller les éléments pouvant compromettre la France, en inventant la thèse d'un «second génocide» qui, mettant en lumière un soi-disant génocide de hutu, dédouanerait ceux-ci, en instrumentalisant la justice ...

Plutôt donc qu'une complicité, le rapport Duclert parle d'un «aveuglement continu» qui aurait empêché les responsables au plus haut niveau, François Mitterrand le premier, de percevoir les véritables intentions de leurs alliés, ni les conséquences de cette alliance. Le rapport condamne aussi le fait français fleurant bon le néocolonialisme «raciste, corrompu et violent», mais reste silencieux sur l'essence-même de la Cinquième République et de son régime présidentiel qui a permis toutes ces dérives personnelles, dérives ayant laissé place au dernier génocide du XX^e siècle.

Un procès pour le « Che africain », Thomas Sankara

L'assassinat de Thomas Sankara en 1987 s'inscrit dans les logiques de la Françafrique. Au début des années 60, les décolonisations et les indépendances prennent forme, mais l'influence française est conservée grâce à un accord tacite avec les États-Unis pour conserver la mainmise néo-coloniale.

Président au Conseil National de la Révolution du Burkina Faso en 1983, le révolutionnaire œuvre pour une politique d'émancipation nationale, un développement socialiste et anti-impérialiste. La lutte contre la corruption, la libération des femmes et le droit à manger à sa faim en sont des axes parmi d'autres. Il incarne cette révolution avec la participation de son peuple.

Des conceptions opposées au rôle dévolu aux pays sous influence française comprise comme bouclier à la progression de la « contagion » communiste et progressiste.

C'est au conseil de l'entente qu'il est assassiné par des putschistes aux ordres de son bras droit Blaise Compaoré qui devient alors le nouveau président. Le procès devra faire la preuve de l'action des exécutants comme des commanditaires, de ceux qui ont influencé et « joué » un rôle dans l'ombre.

En particulier est mis en lumière un des piliers de la Françafrique Félix Houphouët-Boigny de la Côte d'Ivoire. A l'époque J. Chirac était 1er ministre, il n'aimait pas T. Sankara et sa politique. On peut se demander quelle a été l'influence de J. Chirac dans la lignée des pratiques gaullistes des années soixante : Chasser à tout prix Sankara du pouvoir !

Est interrogé également le rôle d'une équipe de «spécialistes» français « venus faire le ménage », notamment d'un certain Paul Barril ex-numéro deux du GIGN. Justice pour Thomas Sankara du «pays des hommes intègres» !



1^{er} mai : social et sanitaire ?

Le 1er mai se prépare, les organisations syndicales et les forces progressistes, dont le Parti communiste français, entendent marquer le jour de la fête des travailleurs du sceau de la lutte et du changement de société.

Ce sera le second 1er mai de la crise sanitaire, et depuis l'an dernier, la colère a grandi. Le gouvernement était à l'époque déjà critiqué pour sa gestion du début de la pandémie, du manque de masques et de tests, il n'est toujours pas au rendez-vous de la crise sanitaire, économique et sociale. Depuis 1 an, les chiffres montrent l'étendue des dégâts sur le terrain social : plus de 6,5 millions de chômeurs et 3 millions de personnes supplémentaires vivent en dessous du seuil de pauvreté. Il y a désormais en France 14 millions de pauvres.

La réforme de l'allocation chômage va entraîner un décrochage supplémentaire puisqu'à partir du 1er juillet, le niveau et la durée des indemnités chômage vont diminuer. La crise sociale s'accélère et le nombre de plans de licenciements augmente.

Des grandes entreprises cotées en bourse, et par ricochet leurs sous-traitants sont touchés, toutefois, le CAC 40 se porte très bien malgré la crise. Les effondrements boursiers du début de la crise sanitaire sont bien loin et le CAC 40 a fini l'année 2020 à + 7% de cotation sur 1 an. Nous assistons donc bien, aujourd'hui, à une recrudescence du nombre de licenciements boursiers. Danone, Carrefour, PSA, Airbus, Michelin, Renault, La Société générale, Air France, Sodexo, SFR, les fonderies de Bretagne et du Poitou qui travaillent



pour l'industrie automobile... la liste des grandes entreprises qui licencient est longue et la diminution des carnets de commande n'explique pas tout. Pour des raisons financières et de taux de profit, beaucoup d'activités sont délocalisées, celles de Renault vers l'Espagne, celles de Bridgestone et de Peugeot vers la Hongrie.

Pourtant, le secteur automobile a perçu 5 milliards d'euros d'argent public dans le cadre du plan de relance du gouvernement. La question de la conditionnalité des aides publiques est mise sur la table par les forces politiques de gauche et les organisations syndicales. Dans le secteur public, de fortes mobilisations sociales se font aussi entendre. **Chez EDF, Enedis ou GRDF, les**

salariés sont vent debout contre les projets Hercule et Clamadiou. A la Poste, les postiers se sont mobilisés fortement contre la suppression de postes, la baisse du nombre de tournées et la remise en cause du droit aux congés. Dans la fonction publique territoriale, l'application de la loi des 1607 heures va remettre en cause des accords sociaux et obliger les agents à travailler plus d'heures.

Pour toutes ces raisons, le 1er mai sera sans nul doute revendicatif, certainement un moment fort du printemps social. Avec la mobilisation et la lutte exemplaire du monde de la culture et du spectacle vivant ; la large victoire de la CGT aux élections professionnelles dans les Très Petites Entreprises, la belle mobilisation sociale du 23 avril pour « décontaminer la société du virus capitaliste » ; dans un contexte de mécontentement populaire général croissant, va-t-il émerger un nouveau rapport de force social ?



C'est la crise !

Mais seulement pour les premiers de corvée

La crise ne touche visiblement pas tout le monde : **selon le magazine Forbes, la France compte quatre milliardaires de plus que l'an dernier. Parmi eux : Stéphane Bancel, PDG de Moderna dont les vaccins, à défaut d'être publics, se révèlent indispensables dans la lutte contre la pandémie.** Alain Mérieux, PDG de BioMérieux, spécialisé dans les diagnostics viraux (dont celui du Covid-19) a quant à lui garni son coffre de 1,4 milliard supplémentaire.

Le primus inter pares des ultrariches demeure Bernard Arnault, patron du groupe LVMH avec une fortune de 125,2 milliards d'euros. A titre de comparaison, la loi de finance de la sécurité sociale 2020, réalisée quatre mois avant le premier confinement prévoyait 84 milliards d'euros de dépenses pour l'hôpital public. Le budget du ministère de la transition écologique – présenté comme une priorité du mandat d'Emmanuel Macron – est lui de 48 milliards d'euros.

L'accumulation absurde de fortunes toujours plus grandes suscite l'indignation

dans le contexte de crise que nous connaissons. Le capital accumulé par ces parasites repose sur deux sources : le travail gratuit arraché aux travailleurs, ce qui révèle bien l'affaiblissement du rapport de force capital-travail en France, et la spéculation financière au détriment de l'investissement dans l'économie productive.

La constitution de fortunes aussi immenses est également à l'origine d'une industrie tout à fait inutile, excepté le besoin de remettre les capitaux en circulation constante : le secteur du luxe. L'accumulation capitaliste croissant plus rapidement que la population, seule une consommation de ces biens dont la valeur est surévaluée permet de faire circuler des sommes que le système économique n'est plus capable d'absorber.

Les 42 milliardaires français totalisent 430 milliards d'euros en hausse de 55 % par rapport à l'an dernier. Si nous sommes en guerre, alors force est de constater que nous avons affaire ici à des profiteurs de guerre.

Strasbourg

Polémique autour de l'antisémitisme



Le conseil municipal de Strasbourg a défrayé la chronique le 22 mars dernier en refusant au cours d'un débat d'adopter la définition de l'antisémitisme utilisée par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA). Depuis plusieurs années, cette association contacte divers acteurs publics afin qu'ils approuvent cette définition. Ceux qui la refusent ou en modifient une virgule, tels les travaillistes britanniques en 2018, s'exposent au risque d'une campagne publique de diffamation.

Que dit cette définition ? « L'antisémitisme est une certaine perception des Juifs qui peut se manifester par une haine à leur égard. Les manifestations rhétoriques et physiques de l'antisémitisme visent des individus juifs ou non et/ou leurs bien, des institutions communautaires ou des lieux de culte. » A priori rien de bien choquant, tout au plus peut-on regretter la timidité d'une telle définition au vu de la vigueur et de la diversité de l'antisémitisme.

C'est dans les exemples utilisés pour caractériser cette définition que le bât blesse : sur onze exemples, sept parlent nommément de l'État d'Israël. Si certains exemples visent explicitement la critique antisémite d'Israël, d'autres sont plus flous telle que « le traitement inégalitaire de l'État d'Israël, à qui l'on demande d'adopter des comportements qui ne sont ni attendus ni exigés de tout autre État démocratique. » Il est déjà ahurissant de ranger Israël dans la catégorie des États démocratiques, mais la comparaison avec les autres crimes impérialistes commis dans le monde pour relativiser le refus israélien de se plier au droit international constitue un argumentum ad hominem. **Combattre le colonialisme en Palestine n'empêche pas de combattre en parallèle le colonialisme au Sahara occidental par exemple.**

Autre malaise avec l'exemple qualifiant d'antisémite l'affirmation selon laquelle « Israël est le fruit d'une entreprise raciste ». Le débat sur l'opportunité de créer une ethnocratie juive au Moyen-Orient est ancien au sein du monde juif. **Face aux tenants du sionisme, d'autres courants politiques ont émergé dès le XIXe siècle (bundisme, communisme, orthodoxie religieuse, libéralisme républicain...).** Empêcher le débat autour de la nature de l'État d'Israël, c'est retirer le droit à être ou ne pas être sioniste. Nombre de juifs et juives, ayant fait le choix de refuser le communautarisme au profit d'un engagement républicain se voit effacé de l'histoire par cette expérience politique : leur mémoire mérite mieux.

Présidentielles 2022

Jadot se met à table



L'eurodéputé EELV Yannick Jadot organisait, le 17 avril dernier, une réunion des dirigeants de gauche. En effet, la présidentielle 2022 approche mais la victoire de Macron à la présidentielle 2017 a laissé des traces notamment chez les sociaux-démocrates qui sont toujours éparpillés par petits bouts façon puzzle, même si localement, ils restent capables de se rassembler à l'occasion de certaines élections.

Si Yannick Jadot souhaite tant paraître rassembleur, c'est que dans la famille écolo son investiture est loin d'être gagnée. Il aimerait sans doute être le candidat naturel de son parti et cela sans passer par une primaire qu'il aurait du mal à gagner dans l'état actuel des forces en présence.

Le secrétaire national d'EELV Julien Bayou, s'est même senti obligé de lui rappeler que les écologistes ont arrêté le principe d'une primaire à la grande majorité de leurs adhérents. Ses positions libérales dans cet exercice démocratique lui ferait-il peur ?

En tout cas seule l'ancienne famille sociale-démocrate semble avoir avancé sur la question d'une candidature commune bien avant le 17 avril, Olivier Faure (secrétaire du PS) annonce même sur FranceInfo un projet commun pour «les écologistes, les socialistes, les radicaux, Place publique, Nouvelle donne et Génération.S».

Les ronds de jambe de Jadot laissent penser au secrétaire du PCF Fabien Roussel que « Le problème de la gauche, ce n'est pas d'abord sa division, c'est sa faiblesse. Chacun voit bien que si la gauche ne sort pas le grand jeu des idées, si elle ne fait pas le choix de s'adresser aux classes populaires, au monde du travail, à la jeunesse pour lui donner envie, on va rester faible. On pourra additionner tout ce qu'on veut : les rassemblements de petits, ça fait des petits rassemblements ! Il y a bien un enjeu de reconstruire une force de gauche qui porte un changement profond de la société en mettant les valeurs humaines, de progrès, de justice sociale et d'égalité correspondant au XXIe siècle. »

Conférence nationale des 10 et 11 avril 2021

Un parti communiste français uni, en route vers 2022

Les 10 et 11 avril derniers, notre parti a réuni plus de 1000 délégué-es lors de sa Conférence nationale. Dans un contexte de pandémie, l'organisation de cette conférence, avec des protocoles sanitaires stricts et un système de visioconférence totalement inédit, leur a permis de travailler aux orientations du PCF pour les élections présidentielle et législatives de 2022. Nous avons réussi à relever un réel défi démocratique en permettant un débat fraternel, réfléchi et de grande qualité. La preuve, s'il en fallait une, que la pandémie ne peut être prise comme prétexte pour étouffer la démocratie et l'intervention politique.



Durant une journée et demie, c'est plus de 100 intervenants qui ont pu s'exprimer. Car l'enjeu est d'importance ! La présidentielle de 2022 aura lieu dans un contexte totalement inédit. Alors qu'Emmanuel Macron s'enfonce dans une dangereuse dérive autoritaire, la gravité de la crise sanitaire actuelle, les drames sociaux qui l'accompagnent, les difficultés économiques qui vont suivre, les périls pesant sur l'environnement, annoncent des lendemains difficiles.

La conférence nationale a su se rassembler sur des choix clairs et avec des votes largement majoritaires. Quels sont ces choix ? **En 1er lieu, la conférence nationale a largement adopté un texte sur les enjeux et les réponses communistes. Dans un second temps, le principe d'une candidature communiste à la présidentielle a été adopté.** Il se complète d'une nouvelle articulation avec les législatives visant la construction d'un «pacte d'engagements communs» avec les forces de gauche qui le voudront, de façon à mettre en œuvre une réelle politique de changement si la gauche devenait majoritaire à l'Assemblée Nationale.

Le dimanche matin, Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, a été investi candidat par une large majorité (73,57%). Lors de son allocution en conclusion de ces deux jours intenses de discussions et de débats, s'adressant aux forces de gauches et écologistes, Fabien Roussel a insisté sur la nécessité de travailler « ensemble dans le respect de nos diversités » tout en les appelant à « respecter » le choix des communistes. Défendant le « pari des jours heureux », il a également évoqué sa volonté d'ouvrir « un espoir » pour les Français dans une période de crise sanitaire, sociale et économique.

L'espoir des jours heureux, c'est ce qu'attendent des millions de femmes et d'hommes qui ne se résignent pas au duel Macron-Le Pen qu'on veut leur imposer à toute force pour que rien ne change dans le pays. Porter cet espoir, c'est un formidable encouragement à se mobiliser, à rassembler dans l'action et à faire progresser les valeurs et idées communistes d'abord dans tout le parti, par le maximum de communistes, et par les salariés, les citoyens puisqu'au final ce sont elles et eux qui par leurs mobilisations dans la rue et les urnes décideront.



Intervention de Delphine Bithorel

« Il nous faut une candidature communiste pour les élections présidentielles 2022, car si nous n'y allons pas nous aurons des regrets et revoir le schéma de 2017 Macron-Le Pen, je dis Non.

Quel avenir pour nos enfants, nos emplois si nous ne présentons pas un candidat, nous devons sortir les françaises et les français de cette crise.

Nous avons des propositions à faire aux citoyens et citoyennes. Ne nous taisons plus, donnons des solutions aux ouvriers et ouvrières dans ce monde du travail dont nous ne voulons plus aujourd'hui.

Gardons nos entreprises. Imposons à nos dirigeants de rester en France, d'arrêter de délocaliser nos usines, notre savoir-faire. Revendiquons le smic à 1500 euros net et une augmentation de salaire conséquente pour toutes et pour tous.

Donnons des emplois à nos jeunes qui vont arriver sur le marché du travail, à nos chômeurs. Faisons vivre dignement nos retraités qui le méritent largement.

Nous avons des chances de rassembler les français et les françaises derrière nous, allons-y... Défendons nos valeurs, nos idées, nos engagements, donnons-nous les moyens de lutter. Ne reculons pas ! gagnons toute la gauche à notre côté. Un seul candidat de gauche, le nôtre, et nous pourrions contrer Macron-Le Pen en 2022, changeons cette société dont nous ne voulons plus.

Je dis oui à une candidature communiste. Je dis oui à la candidature de Fabien Roussel. Redonnons espoir à tous nos sympathisants. Fabien est notre candidat aujourd'hui, proche du monde ouvrier, à l'écoute des femmes et des hommes.

Tous ensemble, les camarades nous gagnerons. Je fais partie des 500 premières signatures pour la candidature de Fabien Roussel avec mes camarades du monde du travail. Allons-y les camarades !

Droit au but avec **FABIEN ROUSSEL** »

Les résultats des principaux votes de la conférence :

Le texte de la conférence (parties précédant le choix de l'option)

Pour : 721 voix 78.63 %

Contre : 134 voix 14.61 %

Abstention : 62 voix 6.76 %

Le choix de l'option

Option 1 : 609 voix 66.41 %

Option 2 : 270 voix 29.44 %

Abstention : 38 voix : 4.14 %

Le choix du candidat présenté par le PCF dans le cadre de l'option 1

Fabien Roussel : 671 voix 73.57 %

Emmanuel Dang Tran : 18 voix 1.97 %

Grégoire Munck : 18 voix 1.97 %

Abstention : 205 voix 22.48 %

Le bulletin de vote

Pour : 691 voix 77.9 %

Contre : 103 voix 11.61 %

Abstention : 93 voix 10.48 %

Elections départementales

Les communistes partent en campagne !



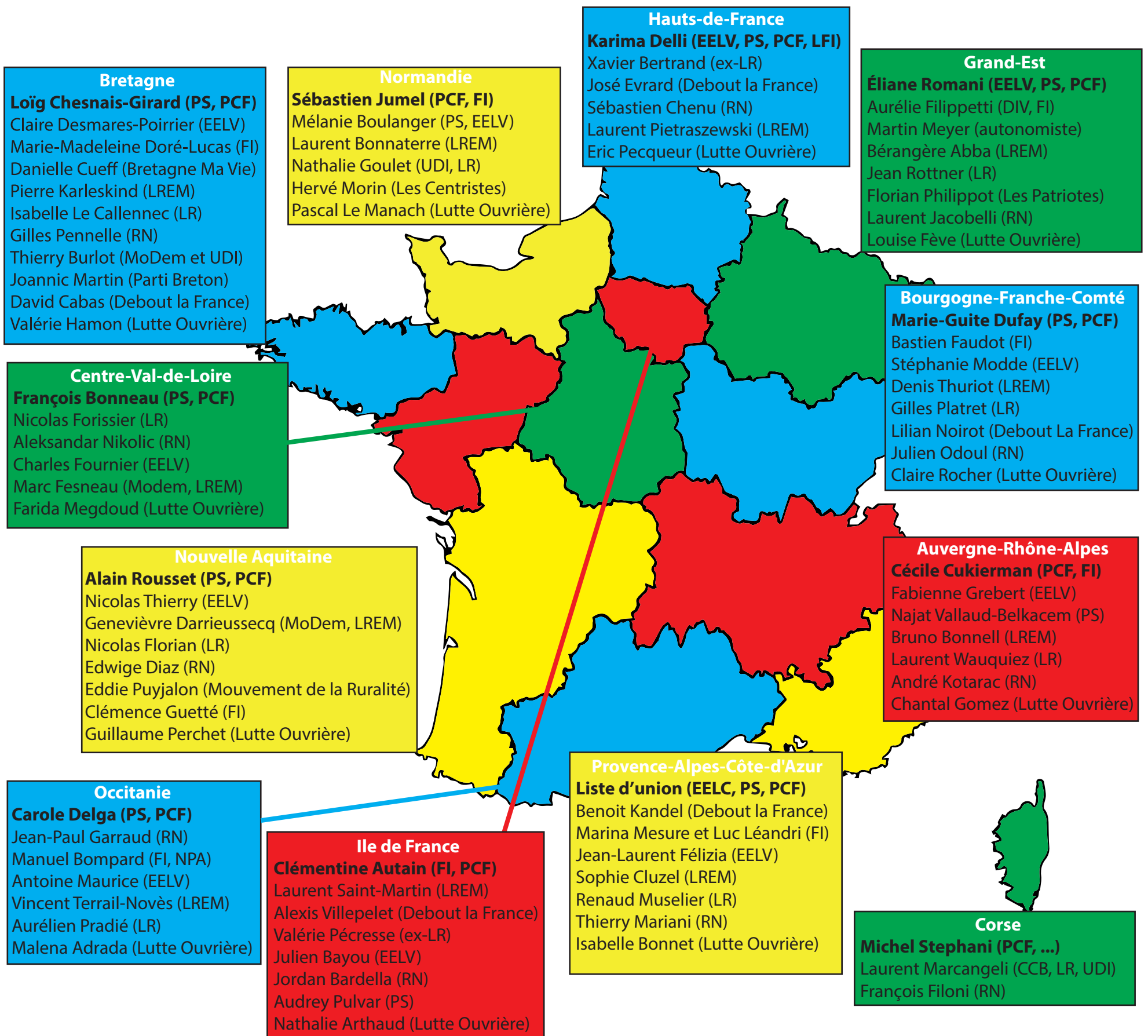
Les discussions départementales entre le PCF et la majorité départementale n'ont pas abouti. Le rassemblement de toute la gauche n'est donc pas à l'ordre du jour du chef de file de la majorité sortante Michel Ménard. En effet, depuis plusieurs mois, les négociations départementales et locales engagées entre le PCF et ses partenaires de gauche ont butés sur l'accord privilégié passé entre le PS et EELV à la mi-avril. Accord qui exclu le PCF d'une représentation au sein de la future assemblée départementale. Le rassemblement de la gauche opéré par la majorité départementale sortante est donc

incomplet et le ralliement demandé n'est pas respectueux de la diversité de la gauche. Dans ces circonstances, les communistes vont prendre leurs responsabilités et proposer des candidatures dans une majorité de cantons de Loire-Atlantique. Des candidatures du monde du travail pour défendre et protéger les salarié-e-s et les familles populaires, tant malmenées par la crise, pour faire valoir un nouveau modèle économique et social, au service de la démocratie de proximité, de la solidarité, de la transition écologique et du développement équilibré et durable des territoires.

Faire gagner la gauche pour notre Région en 2021

En juin prochain, la victoire de la gauche aux élections régionales est à notre portée. Cette victoire est nécessaire pour agir et sortir de la crise, après le Covid, sans laisser personne au bord du chemin, et pour engager les grands transformations sociales, économiques et écologiques dont notre région a besoin. C'est en agissant pour une ambition éducative, une laïcité réaffirmée, une dynamique culturelle et associative et en mobilisant les citoyens et les territoires que nous réussissons ; avec humilité et avec détermination, dans de nouvelles pratiques démocratiques.

Pour bâtir cette victoire, nous croyons au rassemblement des forces de la gauche et de l'écologie. Les communistes ont donc choisi clairement de soutenir la liste de Guillaume Garot. **Les NLA vous offrent également une carte qui fait le point sur une situation nationale particulièrement complexe.**





Hourra Youri !

« Un grand tour pour l'humanité »

Le 12 avril 1961 Youri Gagarine s'envole vers le cosmos. Le vieux rêve d'Icare prend une nouvelle dimension, c'est Méliès, J. Verne et Hergé réunis, le cosmos au pays des soviets ! « C'est parti » dira-t-il par cette phrase sibylline. Que ce soit un citoyen soviétique qui ait fait la première révolution autour de la terre est assez symbolique ! Une véritable liesse s'empare du pays à son retour.

La guerre froide avait quitté les glaces extrêmes et s'installait la politique de coexistence pacifique proposé par N. Khrouchtchev. La compétition pour la conquête spatiale s'intensifiait avec les États-Unis. En 1957 c'est l'envoi du premier satellite artificiel Spoutnik, puis la chienne Laïka. L'URSS avait pris les devants. C'est la période de « la patrie du socialisme » « triomphante », seize ans après la victoire contre le nazisme et ses destructions, 25 millions de citoyens soviétiques ayant perdu la vie.

Le jeune cosmonaute russe formé comme ouvrier métallo, courageux, au sourire sympathique est issu d'une famille ouvrière et kolkhoziennne, tout un symbole. Né en 1934, il n'avait pas subi les dramatiques périodes des répressions staliniennes de 1934-1938 qui dénaturaient la révolution russe. Enfant pendant la seconde guerre mon-

diale, il devient ensuite pilote pendant la politique de dés-talinisation. Un nouveau cours en Union Soviétique, des réhabilitations, plus d'ouverture.

L'aéronautique et les recherches spatiales tenaient une place à part dans l'univers soviétique, en particulier l'ingénieur S. Korolev pour la création des fusées Vostok (orient). Avec un certain succès!

Après son vol, 1er humain dans l'espace, Youri sera glorifié dans son pays, ce socialisme ainsi valorisé. Il fera le tour du monde et sera invité en France, inaugurant la cité Gagarine à Ivry. Les communistes de France se mobiliseront pour l'accueillir chaleureusement.

Le bond technologique de 1961 nous permet aujourd'hui de nombreuses applications utiles pour les usages humains et du vivant : recherches techniques et médicales, explorations, prévisions météorologiques, repérage des pollutions terrestres pour la transition, communications... Youri Gagarine, premier homme dans l'espace est l'incarnation du héros populaire, dans son pays, probablement dans le monde. Il symbolise ce défi en ouvrant la voie des étoiles à l'humanité. Des rêves qui continuent avec bien d'autres !

Festivals

La rémission prendra encore un an

Fête des Nouvelles, Les Escales, Hellfest ou encore la Nuit de l'Erdre, les festivals qui ne se tiendront pas en 2021 se multiplient dans notre département et partout en France.

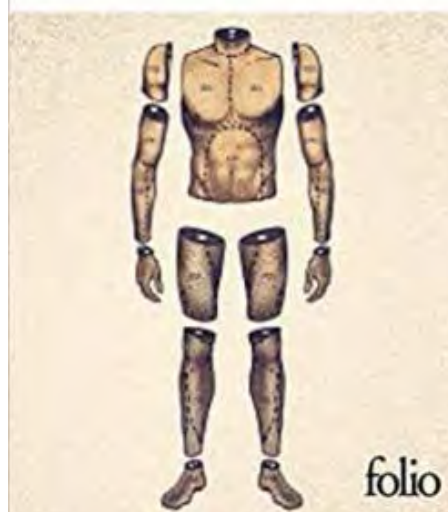
Même si la Ministre de la culture a annoncé qu'il y aura bel et bien des festivals cet été, la grande majorité des organisateurs eux n'y croit pas et préfère passer directement à 2022 ! En effet, le modèle économique des festivals petits et grands repose sur une forte affluence des spectateurs, ce qui ne semble pas compatible avec la proposition de Roselyne Bachelot, pas de concerts debout, des événements impérativement organisés en plein-air qui ne pourront accueillir plus de 5000 spectateurs à la fois. Le tout assujéti à une condition, que la situation sanitaire soit bonne, bref l'ancienne déléguée médicale de ICI Pharma (devenu AstraZeneca) et experte de la grippe H1N1 de 2009 ne semble pas croire à l'accélération vaccinale annoncée dans tous les médias par le Gouvernement.

Pour soutenir une deuxième année blanche de ce secteur, un fonds de sauvegarde à hauteur de 30M d'euros devrait être débloqué pour aider les festivals annulés ou compenser les pertes de ceux qui arriveront à se tenir avec une jauge réduite. En attendant certains s'organisent, à l'image du Dub Camp Festival «cette fois-ci on ne reporte pas, on annule» et proposent aux détenteurs de place 2020 et 2021 d'être remboursés intégralement ou partiellement afin de soutenir l'association Get UP organisatrice de l'événement. L'équipe mise sur la solidarité de son public et l'invite du 13 au 16 juillet 2022 pour la prochaine édition au bord du Lac de Vioreau.

Si la quasi-totalité renonce, d'autres veulent encore y croire. C'est le cas des Vieilles Charrues qui sans prétendre faire les 200 000 entrées habituelles continuent de regarder l'évolution de la situation sanitaire et voudraient faire une série de 10 concerts avec 2 ou 3 groupes par soir pour respecter la jauge des 5000. Quoiqu'il en soit tous espèrent que la situation sera sous contrôle en 2022, que la campagne de vaccination aura avancé et permettra l'immunité collective afin de retrouver l'ensemble de leurs festivaliers.

Joseph Ponthus

À la ligne
Feuillets d'usine



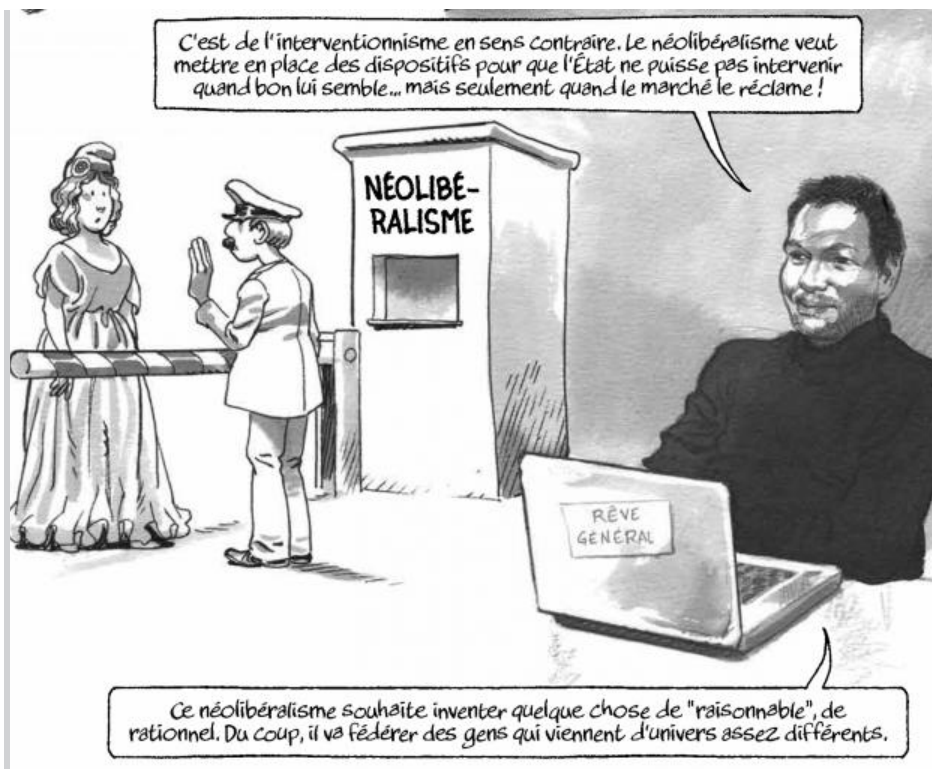
de la population française, l'usine produit quarante tonnes de crevettes par jour, trouver désopilant le fait de se retrouver égoutteur de tofu ou rire d'une blague salée toute la matinée. Il ne nous épargne pas les douleurs dans le dos à porter des carcasses de bêtes à l'abattoir, l'indécrottable paresse d'un binôme, le doigt perdu d'un collègue de 22 ans, les déjections des bêtes en attente d'être tuées.

Tout l'attrait de ces «feuillets d'usine» réside dans l'humour constant et les réflexions littéraires déployés pour faire face à la réalité crue de l'usine. Le livre s'ouvre avec cette citation de Guillaume Apollinaire : «c'est fantastique tout ce qu'on peut supporter» «À la ligne - Feuillet d'usine» Joseph PONTTHUS (collection Folio)

Un intérimaire dans l'agroalimentaire

Pour suivre sa femme qui a décroché un nouveau poste, l'auteur se retrouve en Bretagne à enchaîner les contrats d'intérim dans des usines d'agroalimentaire. D'ailleurs, il précise dès le début qu'il s'agit de boulots «alimentaires», acceptés après des recherches vaines dans son secteur, le social. Intérimaire, c'est-à-dire taillable et corvéable à merci, jour et nuit, et se prendre le Capital en pleine gueule», comme il dit.

Tout en triant des crevettes et des bulots, notre précaire porte son regard accéré sur le monde de l'usine et ses collègues, «opérateurs de production» ouvrier, ça ne se dit plus. Une fois rentré après avoir fait ses heures, il va taper sur son ordinateur les réflexions que sa journée lui a inspirées. Il va ainsi se demander pour qui, parmi l'ensemble



Le choix du chômage

Après avoir enquêté sur la violence politique dans «Cher pays de notre enfance», le journaliste Benoît Collombat revient à la bande-dessinée sous les traits de Damien Cuvillier pour s'attaquer cette fois à la violence économique. L'ouvrage, bien que parfois un peu technique, réussit à démontrer comment ce que l'idéologie libérale présente comme des lois de l'économie résultent en vérité d'arbitrages politiques assumés par les décideurs publics : pour garantir la stabilité monétaire, le chômage devient la variable d'ajustement du capitalisme.

On nage entre idéologues, haut-fonctionnaires et conseillers du prince pour expliquer comment des courants politiques groupusculaires au sortir de la Seconde guerre mondiale parviennent à façonner le monde selon leur vision. Deux temps forts ressortent de l'album : l'acceptation quasi sans-réserves des postulats libéraux par le gouvernement so-

cialiste dès 1981 sous l'influence de Jacques Delors, et la construction européenne sous la férule d'un petit groupe de financiers effrayés par l'idée de voir les peuples s'immiscer dans l'organisation de l'économie.

Avec l'éclairage de chercheurs tels qu'Alain Supiot ou la regrettée Coralie Delaume, « Le choix du chômage » ne se contente par d'énumérer chaque moment où les élites ont fait le choix de déréguler l'économie au service des marchés financiers, il propose des voies de sortie : si la situation actuelle résulte de choix, alors c'est que d'autres chemins existent encore. L'Union européenne, dont les traités mettent hors de portée de la délibération démocratique tous les leviers du pouvoir économique, apparaît aujourd'hui comme le principal obstacle au plein-emploi.

«Le choix du chômage» B. Collombat et D. Cuvillier (Ed.Futuropolis)

Les grandes pages

discours communistes 1920-2020



Un siècle d'histoire du PCF, un siècle de discours accompagnés d'une riche iconographie, affiches, « unes » de l'Huma etc. qui témoignent de l'engagement des communistes français lors des grands moments des luttes sociales et politiques, des dures oppositions aux répressions et massacres de la décolonisation, des grandes causes pour la solidarité internationale. Pour réunir ce recueil de textes, qui ont marqué l'histoire du PCF et parfois l'histoire nationale ou internationale, il a fallu choisir. Donner toute leur place aux femmes, trop souvent minorées.

Rappeler la parole des précurseurs et fondateurs, des inspirateurs des jours heureux du Front populaire, des organisateurs de la Résistance, des acteurs de la Libération et de la reconstruction, de ceux qui ont milité dans les conditions difficiles de la guerre froide, parfois à contre-courant, aux côtés des peuples colonisés, de ceux qui ont travaillé à l'union du peuple... Jusqu'aux interrogations, aux réflexions et aux luttes d'aujourd'hui.



CHARLOTTE DELBO (1913 - 1985)
ÉCRIVAINNE ET RÉSISTANTE FRANÇAISE
Dessinée par LA PETITE HENRY

Le voyage d'Alceste

Charlotte Delbo racontée par le Groupe Charlotte Delbo

Constitué de militants communistes nantais et de membres de l'Atelier théâtral de l'Université permanente de Nantes, le groupe « Charlotte Delbo » présente une lecture/spectacle « **Le voyage d'Alceste** », texte théâtral écrit par Françoise Thyrion d'après l'oeuvre de Charlotte Delbo. sous la direction artistique de la Cie nantaise Science 89.

Issue d'une famille originaire du Piémont, Charlotte Delbo s'engage très jeune au Parti communiste français, elle y rencontre son futur mari, Georges Dudach, et parallèlement, fait la connaissance du célèbre homme de théâtre Louis Jouvet dont elle devient l'admiration secrétaire. En 1941, Georges et Charlotte s'engagent dans la résistance communiste et sont arrêtés en 1942. Georges est fusillé au mont Valérien, Charlotte est déportée à Auschwitz dans le convoi du 24 Janvier 1943, seul convoi de résistantes politiques où se mêlent des combattantes contre l'occupant,

des femmes d'origine juive et d'innocentes victimes d'erreurs judiciaires. Des 230 déportées de ce convoi, seules 49 femmes reviendront après 27 mois de déportation.

Le Voyage d'Alceste évoque principalement le soutien que peut apporter la poésie et le théâtre pour résister à l'intolérable fascisme. Ainsi les mots des poètes (et particulièrement ceux du grand Molière) peuvent donner la force de tenir debout et de résister à l'Enfer sur terre ! A sa libération, Charlotte consacra une partie de son oeuvre théâtrale et poétique au souvenir de la déportation et à l'invincible solidarité de ses camarades de détresse.

Françoise Thyrion

Mercredi 19 mai à 18h sur
<http://100ans.pcf44.fr/direct>

Hélène Fernandez

Mes parents tenaient une entreprise de cartonnage dans le quartier du Sentier à Paris. J'ai travaillé avec eux très jeune : à treize ans, un homme de l'inspection du travail a dit à ma mère que j'étais trop jeune pour le travail qu'on me demandait en pensant que j'étais une apprentie. Comme je n'étais pas apprentie mais la fille de la maison, il n'y avait rien à dire.

Mon père était communiste et il m'emmenait souvent aux réunions du parti, j'avais 13-14 ans. Avec ma mère aussi, j'allais aux réunions du Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme. J'y ai été présentée à Danielle Casanova, qui allait devenir la première présidente des Jeunes Filles de France, les UJFF dont je suis devenue secrétaire. J'ai ensuite adhéré au PCF, en 1937. On collectait du lait et de la nourriture où l'on accueillait des enfants réfugiés d'Espagne. Cette solidarité était naturelle : mon père recevait des réfugiés qui fuyaient le régime nazi.

Ma mère m'a mariée à 17 ans. Elle voulait me caser, c'était un mariage forcé. Je n'aimais pas mon mari.

Quand il y a eu l'occupation, la cartonnerie avait des problèmes et je suis allée travailler à la mairie du 2ème arrondissement en assurant la distribution des tickets de rationnement, ça m'a permis de fournir des cartes d'alimentation aux illégaux.

Au sein des Comités Féminins Populaires de la Résistance, créés par Danièle Casanova, j'ai aidé à la rédaction et aux tirages des tracts et des journaux. J'ai aussi assuré des liaisons avec la Résistance : On me demandait de faire passer le courrier à des adresses que j'apprenais par coeur. Je récupérais le courrier dans un restaurant, le restaurant Fillon. À l'étage, il y avait des réunions. Je n'y suis jamais montée. Mon père aussi faisait de la résistance, je l'ai vu une fois par hasard, mais on ne s'est rien dit.

J'ai été arrêtée peu après la manifestation de la rue Daguerré, ou Lise Ricol-London avait défié les allemands. Pourtant je n'y avais pas été, mais je soup-



çonne mon mari de m'avoir dénoncée. D'ailleurs, en prison, un notaire est venu me voir pour me faire signer les papiers de divorce.

J'ai d'abord été emmenée dans les locaux de la Police Judiciaire où j'ai été empêchée de dormir cinq jours et cinq nuits. Après, trois semaines à La Conciergerie, au «Dépôt», avec les rats la nuit. Mais c'était pour arriver au camp des Tourelles, Porte des Lilas. J'y suis rentrée le 22 septembre 1942 pour en sortir le 23 janvier 1944 : je suis la prisonnière politique qui est restée là-bas le plus longtemps, peut-être parce qu'on ne savait pas trop mon rôle dans la résistance. À notre étage, dans le quartier des femmes, il n'y avait que des politiques : aux yeux de tous, «les communistes». Il y avait beaucoup de solidarité entre nous, mais on se méfiait parfois d'une nouvelle arrivée, on restait sur nos gardes.

Pour garder le moral, quand les corvées étaient faites, nous organisions des cours de langues étrangères, d'algèbre, de solfège, de danse. Nous avons même répété et joué des spectacles de Molière. On faisait aussi du tricot : des petits chaussons bleu-blanc-rouge et violet-jaune-rouge, de la couleur de la République espagnole. Ces chaussons étaient sortis clandestinement et vendus au profit des FTP.

Le 1er mai 43, des amis inconnus et qui ont tenu à rester anonymes ont déposé une très grosse botte de muguet à nous partager entre toutes. Ce brin de muguet porte-bonheur

Cent ans, une vie avec le parti

nous a fait tellement plaisir !

Comme, dans les cours, j'apprenais l'espagnol, je faisais passer mes copies pour la correction avec le linge du côté des prisonniers hommes, où il y avait beaucoup de résistants espagnols. C'est ainsi que j'ai fait la connaissance de Germán Fernandez Diaz qui me les corrigeait. Germán avait été aviateur de la République espagnole, interné à Argelès puis libéré. Il avait intégré la section espagnole de la MOI (Main d'Oeuvre Immigrée) pour mener des actions clandestines. Il avait été arrêté en décembre 42.

Une fois, il a fait une tentative d'évasion qui aurait pu mal tourner : il s'est involontairement retrouvé à notre étage où il s'est fait reprendre. Il a fait comme s'il était venu exprès chez les femmes parce qu'elles lui manquaient. Il a été puni dix jours de cachot comme «séducteur d'intention».

En janvier 1944, profitant de la visite des familles, je me suis évadée en me mêlant aux visiteurs qui reprenaient la sortie, grâce à des petits cartons de présence, donnés aux visiteurs et précieusement collectés par une camarade qui n'avait pas pu les utiliser pour elle : une fuite...

Je me suis installée à Bure-sur-Yvette où Germán m'a rejointe. Nous nous sommes mariés en 1945 et avons eu quatre enfants. Toujours dans la région parisienne, mais à Sainte-Geneviève-des-bois, durant 12 ans, j'ai été secrétaire de l'UNAC (Union Nationale des Anciens combattants) et de Femmes Solidaires, en travaillant avec la mairie communiste.

Après la mort de Germán, je suis venue vivre au Croisic et continue jusqu'à aujourd'hui ma vie de militante au sein de la section Presqu'île Guérandaise du PCF.

2 livres à signaler sur la vie d'Hélène pendant l'occupation :
- Un camp d'internement en plein Paris : les Tourelles 1940-1945 Louis Poulhès (éd. Atlande)
- Femmes en prison dans la nuit noire de l'occupation France Hamelin (éd. Tirésias)



www.lavantgarde.fr

PARCOURSUP 2021
Toujours plus d'incertitudes

Le jeudi 8 avril a marqué la clôture définitive de la seconde étape de la plateforme de sélection Parcoursup. S'ouvre maintenant une longue période d'attente et d'incertitude pour les candidats. C'est à travers ces dossiers que seront sélectionnés les jeunes candidats. Une sélection « objective » selon le gouvernement, mais qui masque d'importantes inégalités entre les élèves.

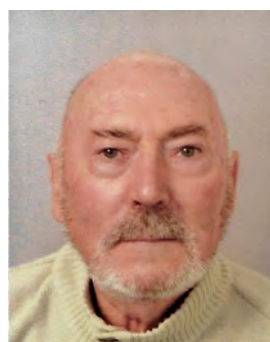
En sélection sur dossier, Parcoursup vient de fait créer un « casier scolaire », qui suit les élèves. Leur affectation, ou non, dans une formation dépendra donc de notes obtenues tout au long de leur scolarité. Pourtant, on le sait depuis longtemps, il existe une forte corrélation entre résultats scolaires et origines sociales. Ainsi, en faisant reposer l'admission sur une formation sur le dossier scolaire, la plateforme de sélection bloque de fait nombre de jeunes issus des classes populaires.

À présent s'ouvre une nouvelle période pour les candidats : l'attente. En effet, les résultats d'admission commenceront à tomber au compte-goutte à partir du 27 mai, et ce jusqu'au 16 juillet. Et les élèves en difficulté vont devoir patienter tout l'été, voire même rater la date de la rentrée car « en attente ». En effet, en l'absence de résultats suffisants, ceux-ci devront attendre que des places se libèrent dans d'autres formations par des élèves ayant obtenu d'autres vœux. Cela engendre du stress et de l'anxiété pour des élèves qui auraient pourtant le plus besoin de se préparer sereinement à l'entrée à la fac qui peut être difficile.

Alors que le gouvernement n'a eu aucune peine à supprimer le baccalauréat national cette année en le faisant passer en contrôle continu, le maintien du calendrier Parcoursup dans un contexte si particulier doit être interrogé. **Le gouvernement n'est clairement pas disposé à aménager la plateforme de sélection, car celle-ci, avec le contrôle continu pour le baccalauréat, est au cœur de sa reconfiguration du système éducatif : un système élitiste, ayant pour but la sélection sociale et la compétition entre les élèves**

Hommages

Jean-Pierre CHEVRIER



C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de Jean-Pierre Chevrier âgé de 77 ans. Jean-Pierre a su, tout au long de sa vie, mener de front ses responsabilités professionnelles à La Poste, ses engagements syndicaux à la CGT, à la FSGT et son activité militante au sein du Parti Communiste Français. Il fut d'ailleurs Adjoint au maire de Saint-Herblain durant 2 mandats. Jean-Pierre exerça aussi avec bonheur ses talents de peintre amateur. Sa disparition nous attriste profondément.

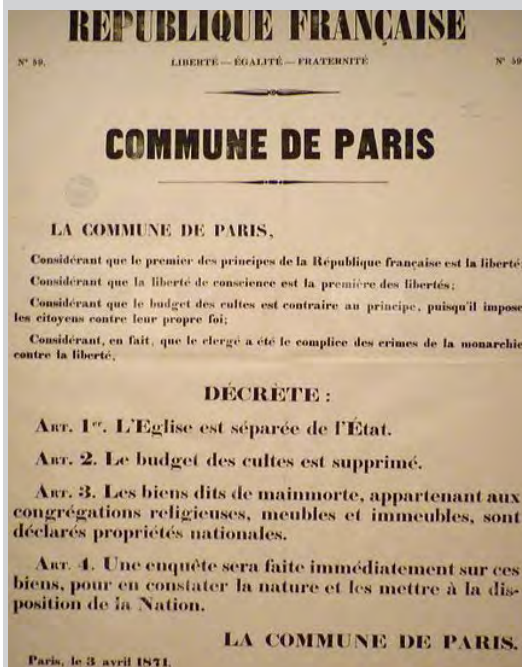
Pierre LE BERCHE

Nous avons aussi appris le décès de Pierre Le Berche. Pierre fut maire de Bats-sur-mer durant 4 mandats de 1977 à 2001 et en était maire honoraire il y a encore quelques semaines. Il était très humain et apprécié des habitants. Il a beaucoup oeuvré pour sa commune en particulier au point de vue social : il fit construire des lotissements à loyers modérés, tout comme un local spécifique pour le Secours Populaire. Adhérent au Parti communiste depuis les années 60, il fut fidèle toute sa vie à son engagement militant. Nous pensons beaucoup à son épouse Marie-Françoise, à ses enfants et petits-enfants.



La Commune de Paris 1871

L'œuvre sociale



C'est un véritable mouvement de révolution populaire qui commence ce 18 mars par l'insurrection parisienne, elle empêche l'armée versaillaise de reprendre les canons de défense financés par souscription.

Le comité Central de la garde nationale publie son manifeste et annonce la tenue d'élections immédiates pour créer le conseil de la Commune. Le comité des 20 arrondissements publie son programme dit de « l'affiche rouge ».

La souveraineté du suffrage universel pour la représentation communale (mais réservé aux hommes) est déclarée ainsi que la liberté de parler, d'écrire, de se réunir et de s'associer.

Le 28 mars La Commune est proclamée à l'hôtel de ville, puis décrète l'annulation des loyers dus depuis le moratoire du 13 aout 1870. Les trois derniers termes des loyers seront remis aux locataires.

En 72 jours, sous la pression permanente des versaillais (les bombardements de Paris commencent début mai), la Commune prend des décisions en faveur des habitants et du peuple travailleur. Elle remet en place l'administration communale, des services publics efficaces et dix commissions sont établies.

Des cantines coopératives sont créées pour résoudre les questions des subsistances. La démocratie communale directe et la révocabilité des représentants, avec mandat impératif sont décidées. L'éducation pour tous par l'école gratuite, laïque, obligatoire et la formation professionnelle pour les filles sont actées.

Cette nouvelle république sociale s'est honorée à donner la citoyenneté à des étrangers, ainsi Léo Frankel.

Les ateliers abandonnés sont recensés, la transformation en coopérative ouvrière est favorisée. Les amendes et retenues sur salaires sont supprimées. En avril, La Commune décrète la séparation de l'église et de l'État et fait interdire les arrestations arbitraires. La conscription militaire et l'armée de métier sont abolies.

Une union des femmes est créée sous l'impulsion d'Elisabeth Dimitrieff, Eugène Varlin se prononce pour le travail et l'égalité des femme. **Des ateliers municipaux pour le travail des femmes sont ouverts.**

Avec la commission fédérale des artistes et son comité élu, la Commune est aussi culturelle...elle promeut l'indépendance et la dignité ; peintres, sculpteurs, architectes, graveurs, artistes industriels...quelques écrivains ; le peintre Auguste Courbet qui l'organisait n'était pas seul.



Plusieurs communes sont créées en province - Lyon, Le Creusot, Limoges, Marseille, St Etienne, Narbonne. Elles sont réprimées et ne subsistent que quelques jours malgré les tentatives de La Commune de fédérer le mouvement communaliste. L'armée écrase la Commune de Marseille.

La Commune de Paris se construit sur deux aspects intimement liés, le pouvoir communal et la démocratie directe avec des représentants ainsi que le contenu de classe par l'émancipation du peuple travailleur dans la république.

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET
 Commission paritaire : N°0325 P 11519
 Imprimerie : IMPRAM Lannion
 Composition : Clément CHEBANIER
 Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET
 NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
 E-mail : redac.nla@orange.fr
 Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
 Louis CHRETIEN Pedro MAIA
 Pascal DIVAY Véronique MAHE
 Catherine GRAVOILLE

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
 Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
 Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM :PRENOM :
 ADRESSE :
 TEL : EMAIL :

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
 Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES
 Chèque à l'ordre de ADF44
 Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)